GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS;

AU BUREAU DU JOURNAL:

Quai aux Fleurs, 11.

(Les lettres et paquets doivent être affranchis.)

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi père.)

Audience du 15 juillet.

NOTAIRE. — RÉSIDENCE. — ACTION DISCIPLINAIRE. — DOMMAGES ET INTÉRÊTS.

Un notaire ne peut aller faire des actes de son ministère dans une résidence autre que celle qui lui est fixée par sa nomination, à moins qu'il n'en ait été préalablement requis par les parties intéressées. S'il se permet de se transporter à jour fixe dans une résidence qui n'est pas la sienne, pour y passer des actes, il devient passible de dommages et intérêts envers le notaire auquel ce déplacement a pu porter préjudice.

La question dont la solution est résumée dans ce sommaire intéresse au plus haut degré l'honneur et les intérêts matériels du notariat. Elle se présentait à l'examen de la chambre des requêtes dans les circonstances suivantes :

En 1836, plainte du sieur Manchou, notaire à Bourneville, contre M^e Boissel, notaire à Quilleboeuf, devant la chambre des notaires. Le premier reprochait au second d'aller s'établir tous les samedis, jours de marché, à Bourneville, dans un appartement loué à cet effet en face de son étude pour y recevoir des actes, y passer même des adjudications.

La chambre déclara unanimement que M^e Boissel avait eu tort de se rendre, ainsi que la plainte le lui imputait et qu'il en convenait lui-même, à tous les marchés de Bourneville pour y exercer des actes de son ministère; qu'il avait ainsi manqué aux convenances envers son confrère, et compromis la considération qui est due aux fonctions notariales; mais elle s'abstint de prononcer aucune peine disciplinaire, et, quant aux dommages intérêts réclamés par M^e Manchou, elle refusa d'y statuer, par le motif qu'il ne lui appartenait pas de les prononcer.

21 septembre 1837, action en 20,000 francs de dommages-intérêts.

Le 25 mai, jugement qui condamne Boissel en 200 francs d'amende et 300 francs de dommages-intérêts.

Appel, et le 9 février 1839, arrêt qui reconnaît, en fait, que M^e Boissel se transporte à Bourneville, résidence de M^e Manchou, le samedi de chaque semaine, jour de marché; que là dans un local qu'il a logé, il reçoit les clients; qu'il y rédige, y passe des actes et y fait des adjudications; d'où la Cour royale conclut que M^e Boissel tient une étude ouverte à Bourneville, à jour fixe; qu'il compromet ainsi la dignité du notariat, en même temps qu'il nuit, par cette concurrence illégale, aux intérêts du notaire dont la résidence est fixée à Bourneville; que cette conduite lui a déjà attiré l'improbation de la chambre des notaires; que le droit attribué par l'article 4 de la loi du 25 ventose an XI au ministre de la justice de proposer le remplacement du notaire qui contrevient à l'obligation de la résidence, n'exclut pas celui accordé au ministère public de requérir et faire prononcer une peine disciplinaire contre un notaire qui compromet sa dignité; qu'il ne peut pas s'opposer non plus à ce que la partie lésée puisse réclamer l'indemnité du préjudice qu'elle a éprouvé; que le droit du ministère public est fondé sur l'article 53 de la même loi; mais que, d'après les faits et les circonstances, il n'y a pas lieu de maintenir l'amende; que le droit de la partie lésée est fondé sur les articles 1382 et 1383 du Code civil; en conséquence, sans s'arrêter au moyen d'incompétence proposé par M^e Boissel, le condamne à 500 francs de dommages-intérêts, et le décharge de l'amende.

Pourvoi pour violation et fausse application des articles 3, 4 et 5 de la loi du 25 ventose an XI, et de l'avis du Conseil-d'Etat du 27 fructidor an XII.

La question a changé de face, a-t-on dit; il ne s'agit pas, comme dans l'origine, d'une infraction à l'obligation de la résidence, ni du fait d'avoir tenu une double étude, ni même d'un fait disciplinaire portant atteinte à la probité ou à la délicatesse notariale, qui pût éveiller la sollicitude du ministère public ou provoquer la sévérité de la chambre des notaires, puisque cette chambre, saisie d'abord de la plainte de M^e Manchou, n'a pas cru devoir prononcer, même un simple avertissement. Il s'agit uniquement de savoir si l'est interdit à un notaire, d'une manière absolue, de passer des actes ailleurs que dans sa résidence. Or la négative n'est pas douteuse.

Il est permis en effet à un notaire de se déplacer, de donner même des rendez-vous à ses clients ailleurs que dans son étude, et la commune où réside un autre notaire n'est pas exclue de ce droit. L'exercice d'un droit qui nous appartient ne peut donc être le principe d'une action en dommages-intérêts. Il ne suffit pas pour donner ouverture à cette action que le déplacement du notaire lui ait attiré de la clientèle au préjudice de son confrère, il faut de plus et nécessairement que, pour se procurer des clients appartenant à une résidence autre que la sienne, il ait usé de manœuvres frauduleuses. (Dict. du Not., verbo *Résidence*.) Le demandeur s'appuie encore à cet égard sur plusieurs arrêts. (Cour de cassation, 21 février 1827, Dalloz, I. 148; — 24 juin 1829, D., T. 281; — Nîmes, 23 décembre 1825, D., 1826, II. 82; — Metz, 21 juillet 1818; — Aix, 29 juillet 1827, D., 1838, II. 9.) Il combat ensuite plusieurs autres arrêts qui lui sont contraires, en soutenant que dans les espèces de ces arrêts le notaire avait excédé ses droits.

M. le conseiller Mestadier a fait observer dans son rapport que si le notaire n'avait fait que se rendre à la réquisition préalable d'un ou de plusieurs de ses clients, en venant passer des actes dans la résidence de Bourneville, il n'aurait encouru aucun reproche et n'aurait fait qu'user de son droit; mais M. le rapporteur fait re-

marquer que l'arrêt constate que chaque semaine, le jour du marché, le demandeur se rend à Bourneville, et que là, dans un local loué ou prêté, il reçoit les clients et fait les divers actes de son ministère; qu'en un mot il y tenait à jour fixe étude ouverte au public. « Il ne s'agit donc pas seulement, dit ce magistrat, de faits qui rentreraient dans le droit qu'a tout notaire d'exercer dans toute l'étendue du canton, lorsqu'il ne fait que céder à la réquisition de ses clients. La cause se présente, au contraire, sous un point de vue bien différent: il s'agit de savoir si un notaire, indépendamment de toute réquisition, peut aller s'installer périodiquement et à jour fixe dans la commune assignée comme résidence à l'un de ses confrères, et y ouvrir une seconde étude.

L'avis du conseil d'état du 27 fructidor, an XII, en consacrant pour les notaires du canton, dont le chef-lieu est une ville, le droit d'instrumenter dans les communes rurales dépendant de ce même canton, avait prévu l'abus qu'on pourrait en faire et il a voulu l'empêcher, en leur interdisant le droit d'ouvrir étude et d'avoir ailleurs que dans le bourg ou village de leur résidence le dépôt de leurs minutes.

M. le conseiller-rapporteur termine en faisant observer que du fait constaté par l'arrêt attaqué il résulte un dommage pour le sieur Manchou, auquel il est dû réparation; tolérer un fait de cette nature serait, dit-il, jeter le désordre dans l'exercice des fonctions honorables du notariat, porter une atteinte grave à la fixation légale des résidences, méconnaître l'esprit et la lettre de l'avis interprétatif du Conseil-d'Etat, et notamment violer l'article 1882 du Code civil.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Gillon, et contrairement à la plaidoirie de M^e Bonjean, a rejeté le pourvoi de M^e Boissel par l'arrêt dont les dispositions suivent :

« Attendu que, par l'arrêt dénoncé, la Cour royale de Rouen a reconnu en fait que chaque semaine, le samedi, jour de marché, le sieur Boissel, notaire dont la résidence est à Quilleboeuf, se transporte à Bourneville, résidence du sieur Manchou; que, dans un local loué ou prêté, il rédige et passe des actes, fait des adjudications, reçoit et entend ses clients et y tient à jour fixe étude ouverte;

« Attendu, en droit, qu'en consacrant le principe de la résidence, la loi du 25 ventose an XI a textuellement parlé du lieu de cette résidence; qu'elle a voulu que la seulement le notaire fût à poste fixe; que s'occupant avec dignité de l'exercice régulier de ses fonctions, il y attendit les personnes qui veulent réclamer son ministère, et qu'il n'en sortit que sur la réquisition des parties, à laquelle il doit obéir. C'est ainsi que l'a exprimé l'avis du Conseil-d'Etat du 27 fructidor an XII, en disant que les notaires ne peuvent ouvrir étude ailleurs que dans leur résidence;

« Attendu que la prohibition ne doit pas s'entendre seulement d'un changement complet de résidence; qu'elle est évidemment applicable au notaire qui, sans abandonner sa résidence légale, se transporte habituellement hors du lieu de cette résidence pour exercer son ministère sans aucune réquisition spéciale et préalable des parties, s'attribuant ainsi en quelque sorte une double résidence; la prohibition a été appliquée par décision du ministre de la justice du 2 novembre 1835 à un notaire qui se rendait, le dimanche, sans réquisition, au chef-lieu de canton, y ouvrait étude et recevait ses clients à bureau ouvert.

« Attendu que l'article 1582 du Code civil accorde, sans distinction des cas et des personnes, action en réparation des dommages éprouvés par le fait d'autrui, et qu'un notaire qui se transporte habituellement hors du lieu de sa résidence pour exercer son ministère, sans y avoir été préalablement appelé par les parties, cause, par ce fait, aux notaires du même canton un préjudice dont l'appréciation appartient à l'autorité judiciaire; c'est dans l'intérêt de l'ordre public que le ministre de la justice est appelé à examiner si un notaire a déserté sa résidence entièrement ou assez souvent et assez longtemps pour pouvoir être réputé démissionnaire;

« Attendu dès lors que loin de violer la loi du 25 ventose an XI et l'avis du Conseil-d'Etat du 27 fructidor an XII, la Cour royale de Rouen en a fait une juste application;

« Rejette, etc. »

COUR DE CASSATION (chambre civile).

(Présidence de M. Portalis, premier président.)

Audience du 14 juillet.

ELECTIONS DE CONSEILS GÉNÉRAUX.

L'article 55 de la loi du 22 juin 1835 (sur l'élection des conseils généraux de département et des conseils d'arrondissement), qui autorise tout citoyen payant dans un canton une somme de contributions qui le placera sur la liste des plus imposés à s'y faire inscrire, quoique n'y ayant pas de domicile réel, en faisant la double déclaration exigée par l'article 29 de la même loi, est général et absolu: il s'applique non seulement aux citoyens dont le cens est au-dessous de 200 fr., mais encore aux électeurs politiques qui figurent sur la liste dressée en exécution de la loi du 19 avril 1831.

Dès lors, celui qui a son domicile politique et réel dans un canton, et qui est inscrit sur la liste des électeurs politiques, peut se faire inscrire sur la liste dressée en vertu de l'art. 55, loi du 22 juin 1835, dans un autre canton où il paie des contributions pour y concourir à l'élection départementale.

Les sieurs Dubrac, Mosnier et Rouchon ayant leur domicile réel à Bourgneuf, et le sieur Garrat de Nedde, domicilié à Limoges, possèdent des propriétés dans le canton de Royère, arrondissement de Bourgneuf; voulant avoir le droit de concourir pour le canton de Royère à l'élection d'un membre du conseil général de la Creuze, ils ont fait la double déclaration prescrite par les articles 33 et 29, loi du 22 juin 1833 (sur l'organisation des conseils généraux et d'arrondissement).

Leurs noms ayant été portés sur la liste électorale du canton de Royère, le sieur Couillon, électeur inscrit, en a demandé la radiation; il a principalement fondé sa demande sur ce que leur domicile politique pour l'élection des députés était réuni à leur domicile réel, et se trouvait fixé à Bourgneuf, et qu'ils ne pouvaient avoir dès lors un domicile politique élu dans un autre lieu.

Arrêté du préfet de la Creuze du 5 août 1839 qui rejette cette réclamation. Arrêt confirmatif de la Cour de Limoges.

Sur le pourvoi du sieur Couillon, arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 14 juillet 1840, rendu au rapport de M. Thil, et sur les conclusions de M. Tarbé.

« Attendu que l'article 55 de la loi du 22 juin 1835 autorise tout citoyen payant dans un canton une somme de contribution qui le placerait sur la liste des plus imposés, à s'y faire inscrire, quoique n'y ayant point son domicile réel, en faisant la double déclaration exigée par l'article 29 de la même loi;

« Que cet article est général et s'applique non-seulement aux citoyens dont le cens est au-dessous de 200 francs, mais encore aux électeurs politiques qui figurent sur la liste dressée en exécution de la loi du 19 avril 1831;

« Que le domicile pour l'élection des conseillers de département peut être séparé du domicile politique fixé pour l'élection des membres de la chambre des députés, ce qui résulte clairement de l'article 29 de la loi précitée;

« Que s'il est vrai de dire que, d'après l'esprit et l'ensemble des dispositions de la loi du 22 juin, le même électeur ne peut avoir deux domiciles élus distincts et séparés, l'un pour l'élection politique, l'autre pour l'élection départementale, on ne doit pas assimiler à un domicile élu le domicile réel dont l'électeur n'a pas séparé son domicile politique, en se conformant à l'article 40 de la loi du 19 avril 1831;

« Et attendu que les défendeurs payaient des contributions directes dans le canton de Royère, où ils ont élu domicile pour concourir aux élections départementales de la Creuze;

« Que, lors de cette élection, ils n'avaient pas séparé leur domicile politique de leur domicile réel;

« Qu'en jugeant, dans ces circonstances, que les défendeurs devaient être maintenus sur les listes du canton de Royère, la Cour royale de Limoges n'a pas violé les articles 29 et 55 de la loi du 22 juin 1835,

« Rejette. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Bulletin du 18 juillet.

La Cour a rejeté les pourvois :

1^o De Jean Granié contre un arrêt de la Cour d'assises de l'Hérault, qui le condamne à huit ans de réclusion comme coupable de faux; — 2^o De Jean Gorse et Annet Chassagnoux, dit Jean, (Corrèze); le premier condamné à 20 ans, et l'autre à 5 ans de travaux forcés, faux; — 3^o De Marie Dominique (Moselle), cinq ans de travaux forcés, vols; — 4^o De Jules-François Néroni (Corse), vingt ans de travaux forcés, assassinat; — 5^o De Jean-Pierre-Désiré Charlemaire, dit Gaspard, (Calvados), sept ans de travaux forcés, vol; — 6^o De Baptiste Dard (Ardèche), cinq ans de réclusion, vol; — 7^o De Guillaume Jacquin, dit Rustique, (Seine-et-Oise), cinq ans de travaux forcés, vol; — 8^o De Pierre Rognon (Seine-et-Oise), cinq ans de prison, vol;

9^o De François-Félicien Guignet, Somfort-Alexandre Guignet et Jean-Baptiste Bonaventure Guignet (Seine-et-Oise), 5 ans d'emprisonnement et 6 ans de travaux forcés, vol; — 10^o Du sieur Jean-Pierre Lafond, contre un jugement du Conseil de discipline de la garde nationale de Brie-Comte-Robert, du 12 avril dernier, 24 heures de prison, désobéissance et insubordination; — 11^o Du procureur du Roi près le Tribunal de Segré, contre un jugement de ce Tribunal jugeant en matière correctionnelle, rendu en faveur du sieur Joseph Poisel, pharmacien, poursuivi pour exercice illégal de la médecine; — Sur le pourvoi du commissaire de police d'Arles, remplissant les fonctions du ministère public près le Tribunal de simple police de cette ville, contre un jugement rendu par le Tribunal en faveur des nommés Mistral, Bruzel, Vert et autres, poursuivis pour contrevention à un arrêté du maire d'Arles, qui défend aux leveurs de s'introduire dans le marché avant neuf heures du matin, la Cour a cassé et annulé ce jugement, pour violation de l'article 5 de l'arrêté susdit et de l'article 479 du Code pénal;

Sur le réquisitoire de M. le procureur-général en la Cour, présenté par l'ordre de M. le garde-des-sceaux, ministre de la justice, tendant au renvoi, pour cause de sûreté publique, devant une autre Cour d'assises que celle du Jura, des prévenus dénommés dans la procédure instruite à l'occasion des désordres qui ont eu lieu à Lons-le-Saulnier et à Courlans dans les journées des 2 et 3 avril dernier, la Cour a renvoyé la cause et les parties devant la Cour d'assises du département du Doubs pour y être statué conformément à la loi.

COUR D'ASSISES DE L'ORNE.

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Des Essarts. — Audience du 15 juillet.

VOL SUR UN GRAND CHEMIN. — TENTATIVE D'ASSASSINAT.

Le second lundi de carême est pour Alençon et ses environs le jour d'une foire très considérable connue sous le nom de Foire du grand Lundi. Cette foire, favorisée cette année par le plus beau temps, avait attiré dans la ville une affluence énorme de marchands, de cultivateurs et de curieux. Le matin et le soir du 16 mars, jour du grand Lundi, les routes qui avoisinent la ville furent pour ainsi dire encombrées de voyageurs; aussi l'effroi et la stupeur furent-ils grands lorsque le 17 au matin on apprit que la veille au soir, à huit heures et demie à peine, par un assez beau clair de lune, sur la route de Brest, l'une des plus constamment fréquentées, à quatre kilomètres d'Alençon, à cent pas d'une maison habitée, un homme avait été assassiné.

Voici ce que sut la justice :

Un sieur Gauthier, cordonnier à Seez, était venu à Alençon pour y vendre des chaussures. Il avait quitté la ville vers huit heures, prenant la route de Brest, pour se rendre à un village éloigné d'Alençon de huit kilomètres; il cheminait tranquillement, rencontrant beaucoup de piétons et de cavaliers, il venait d'être dépassé par une voiture, lorsque, presque en face de la grille du château de Ver-

veines, sans avoir vu ni entendu personne, il tombe frappé au côté gauche de la tête d'un coup violent qui l'étend sans connaissance sur la route. Plusieurs personnes passant à côté de lui, le prirent pour un homme ivre; d'autres, apercevant du sang près de lui, s'approchèrent, le soulevèrent, et voyant qu'il était victime d'un crime, firent prévenir le maire et transportèrent le malheureux dans une auberge voisine.

La les médecins appelés doutèrent un moment s'il vivait encore; cependant une attention scrupuleuse fit reconnaître que la circulation se faisait encore dans les membres tout froids du pauvre Gauthier. A force de fomentations la chaleur revint, et avec la chaleur le sentiment. Gauthier reprit ses sens vers deux heures du matin. On l'interrogea alors; il ne put rien dire sur ce qui s'était passé. Il avait reçu un coup, était tombé. Les médecins constatèrent au-dessus de l'oreille gauche un large sillon imperceptible à l'œil, mais sensible au toucher. Deux petites plaies contenaient plusieurs petits fragmens de bois, débris d'un chapeau d'osier recouvert de toile cirée que portait Gauthier, et qui avait dû amortir un peu la violence du coup. Les oreilles, la bouche et le nez étaient remplis de sang. La gorge présentait des marques d'une pression violente, comme si le malfaiteur eût essayé la strangulation. Pendant plusieurs jours, les douleurs de la gorge furent telles que Gauthier ne put rien avaler. Sa vie fut longtemps en danger, mais enfin les soins et la science triomphèrent du mal, et aujourd'hui Gauthier rétabli ne conserve plus de ses blessures que le souvenir, et de la maladie qu'une légère surdité et un mouvement nerveux et convulsif dans la partie inférieure de la figure; mais il n'a pu recouvrer sa bourse et une somme de 17 francs environ que contenait sa poche, et qui lui furent enlevés sans doute quand il fut gisant à terre et sans mouvement.

Le crime était constant; mais où était et quel était le coupable? L'information habilement dirigée par M. Desprovières, juge instructeur, établit bientôt la connaissance certaine du nom du malfaiteur.

Le 17 au matin, des pas portant des traces de sang laissées sur la route furent remarqués par des laboureurs qui travaillaient dans un champ voisin. Ces pas se dirigeaient en droite ligne vers l'église de Condé, commune voisine. Entre chaque empreinte il y avait un mètre de distance, ce qui indiquait une course rapide de la part de celui qui l'avait imprimée dans la terre. Un bâton fut trouvé dans le champ, et c'était un bâton qui, selon les médecins, avait dû produire ce sillon remarqué sur la tête de Gauthier.

C'était beaucoup que la découverte de ce bâton et des empreintes voisines. Ces empreintes furent mesurées; on reconnut qu'elles avaient dû être faites par des sabots plats et sans clous. Les habitans de Condé furent interrogés.

Le nommé Blossière révéla que la veille au soir, sortant de sa maison, il avait vu un grand jeune homme mince, coiffé d'un bonnet de coton, un bâton à la main, chaussé de sabots, assis sur un tas de pierres. « Vous n'avez donc pas froid? lui dit-il, que vous êtes assis là par la gelée qu'il fait. — Oh! non, j'ai chaud et je me repose. » Puis l'inconnu se leva et prit la direction de l'auberge d'un sieur Calais.

Chez Calais il entre; il est pâle, il se dit malade et demande de l'eau-de-vie. Il dit à la maîtresse de l'auberge qu'il a fait bien peur à un voisin. La conversation s'engage; il parle de la foire, de l'affluence des voyageurs sur la route de Bretagne. « Je comptais aller coucher, ajoute-t-il, à la Boissière, sur cette route; mais j'ai eu peur. Il y a tant de gens ivres! Il s'y passe du bruit; je crois qu'il s'y fait quelque assassinat. »

Un homme était là, Gauthier buvait avec lui. Tout en buvant, ce nouveau venu tira de sa poche une somme d'argent qu'il mit dans sa bourse. Il y avait une quinzaine de francs, disent les témoins, des pièces de 5 fr., de 50 c., de 1 fr. et de six liards. Pour payer sa dépense, il montra de nouveau son argent et dit qu'il l'avait atteint une première fois, parce que ayant changé une pièce de 5 fr. pour de la monnaie chez une veuve Marguerite, il voulait voir s'il n'avait pas été trompé.

Sa dépense payée, il partit, prenant la route d'Alençon. A minuit, il se trouve dans un village voisin, il demande à coucher. « Ouvrez, dit-il, c'est moi, c'est Poirier-Dordin, vous me connaissez bien. » On lui ouvre, il couche, passe la journée qui suit dans l'auberge qui l'a reçu et là encore montre à peu près la somme d'argent indiquée plus haut.

Cependant, le bruit du crime était venu à Condé; et Blossière et Calais soupçonnèrent avoir vu le coupable. Près du tas de pierres où la veille ils avaient vu l'inconnu ils trouvèrent une bourse, c'était celle de Gauthier, alors ils ne doutèrent plus. La justice munie de ces renseignemens ne douta pas non plus. Elle se mit à la poursuite de Poirier qui fut arrêté au bout de quelque temps.

Dans l'instruction on a su qu'il s'était, en novembre dernier, rendu coupable de trois vols domestiques. Il les a avoués.

On a acquis la certitude qu'avant le crime et dans la journée même du crime il n'avait pu avoir d'argent, si peu que ce fût. Il n'a pas su justifier la possession de celui qu'il avait montré à des personnes qui l'ont parfaitement reconnu.

On a confronté ses sabots avec la mesure des empreintes de pas. Même longueur. Ses sabots étaient plats et sans clous.

Deux témoins avaient rapporté qu'ils avaient, peu de temps avant l'heure du crime, rencontré sur la route un homme arrêté, dont le maintien leur avait paru si singulier, qu'ils s'étaient dit: « Tiens! en voilà un qui attend fortune. » Ils croient, à la taille, au costume, reconnaître Poirier.

Toutes ces charges l'ont donc amené aujourd'hui devant le jury comme accusé de trois vols domestiques, d'un vol sur un grand chemin, la nuit, avec arme et violence, et enfin d'une tentative d'homicide volontaire avec préméditation et guet-apens.

Poirier a vingt-un ans, il est grand, mince; sa figure est assez jolie. L'expression tout d'abord en paraît douce, mais en l'examinant attentivement, je ne sais quoi de rusé et d'hypocrite s'y reflète. Les témoins l'ont dépeint comme habituellement mélancolique.

Tout le temps du débat, il a nié les faits, mais faiblement, et a toujours courbé la tête, abattu et immobile, accablé sous le poids de l'accusation.

A celle-ci, soutenue par M. le procureur du Roi Debrix avec une vigoureuse et puissante logique, M^e Rivière a opposé sa brillante parole, mais les charges étaient trop fortes.

Le jury l'ayant déclaré, après une demi-heure de délibération, coupable des vols domestiques, du vol sur un grand chemin, mais non coupable de la tentative d'homicide, Poirier a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition.

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES JEUNES LIBÉRÉS.

La Société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine a tenu, dimanche 19, sa séance annuelle, à l'Hôtel-de-

Ville, en présence d'un public nombreux, attiré par l'intérêt moral qui s'attache aux travaux utiles de cette Société, dont l'existence date déjà de plusieurs années. On remarquait au bureau, présidé par M. Bérenger, pair de France, plusieurs personnages considérables, M. le garde-des-sceaux, M. le ministre de l'instruction publique, M. l'archevêque de Paris, les deux préfets et M. le procureur-général près la Cour royale de Paris. Plusieurs députés, magistrats et membres du Conseil général siégeaient dans l'enceinte réservée, à côté des membres de la Société.

M. le président ayant ouvert la séance, a prononcé un discours d'une grande étendue et fort remarquable, dans lequel il a passé en revue les améliorations introduites par M. le préfet de police dans la maison des jeunes détenus, rue de la Roquette. Nous avons constaté nous-mêmes dans de précédents articles ces améliorations signalées successivement par un rapport imprimé de ce magistrat.

Malgré l'intérêt des faits particuliers que l'exercice du patronage a mis en lumière et que M. Bérenger a exposés, nous ne devons pas dissimuler que la première partie de son rapport nous a paru la plus importante et la plus digne de méditation, à cause des réformes qu'elle constate et des inductions que les publicistes et les administrateurs peuvent en tirer pour l'amélioration générale du régime de nos prisons, et pour l'établissement de la réclusion séparée.

Les assertions que le rapport contient à cet égard méritent d'autant plus de confiance que la Société de patronage des jeunes libérés est une institution libre et tout-à-fait en dehors de la sphère administrative. Elle seconde par son dévouement et ses efforts l'action répressive de l'autorité publique, mais son influence à elle est toute extérieure; elle dirige et protège quand l'autorité a fini de sévir, et ne reçoit son impulsion à cet égard que d'elle-même. Son témoignage, quant à l'application du nouveau système d'emprisonnement mis en pratique au pénitencier de la Roquette, peut donc être considéré comme le résultat de l'examen le plus impartial et le plus désintéressé. Cet examen, confié à des délégués du conseil d'administration de la Société, a donné lieu de s'assurer de la véracité de l'administration dans les documens qu'elle a publiés et de notre propre exactitude, puisque tous les rapports se trouvent concordans entr'eux, sauf les détails nouveaux consignés dans le rapport de M. Bérenger.

Nous reviendrons sur cette première partie.

Nous citerons seulement un fait, en ce qui concerne l'instruction religieuse des jeunes détenus. Cette instruction se fait de manière que douze enfans puissent être enseignés à la fois. On les extrait de leur cellule pour les conduire dans autant de cellules circulaires, et là, l'aumônier ou les frères de la doctrine chrétienne qui l'assistent leur expliquent à haute voix les vérités fondamentales de la religion et de la morale. L'éclésiastique est placé dans le corridor, au centre des cellules, de telle sorte qu'il puisse voir du même coup d'œil ses jeunes néophytes. Ce nouveau mode d'instruction a donné un tel crédit aux idées religieuses dans la maison, qu'un enfant qui s'était dit juif à l'époque où le pénitencier était soumis au régime de la vie commune, pour échapper aux plaisanteries dirigées par ses camarades contre ceux des jeunes détenus qui se livraient aux exercices religieux, a fait savoir depuis qu'il avait été baptisé, qu'il avait déclaré le contraire par mauvaise honte, et qu'il désirait se préparer à la première communion. La manière dont la messe est célébrée, le dimanche, est fort ingénieuse. L'aumônier la dit à la chapelle, comme auparavant, et les enfans dans leur cellule participent mentalement à sa célébration, au moyen de plusieurs coups de cloche qui indiquent les diverses phases du service divin, et qui sont répétés dans chaque corridor par un des employés du pénitencier, lequel récite lui-même la messe de manière à être entendu par les enfans à genoux. Les surveillans parcourent pendant ce temps les corridors pour s'assurer du recueillement des enfans.

Nous dirons aussi quelques mots de la distribution des prix. Le nouveau règlement adopté par la Société de patronage autorise les jeunes libérés à recevoir eux-mêmes les récompenses qui leur seraient adjugées après les trois ans que dure le patronage. Jusqu'ici les patrons recevaient seuls ces récompenses pour leurs pupilles; mais on a pensé qu'il serait convenable, pour rehausser ceux-ci à leurs propres yeux, de les admettre à recevoir solennellement le prix de leur bonne conduite, et cette idée, quoique un peu hardie peut-être, est bonne cependant pour familiariser le public avec la pensée qu'un libéré jeune ou adulte peut par son énergie morale se rendre digne d'estime et même de bienveillance.

Voici un fait raconté dans le rapport de M. Bérenger, qui prouve combien il y a de ressort et de force morale dans le cœur de plusieurs des enfans patronés par la Société honorable qui nous occupe. Ce fait est du nombre de ceux qui ont été jugés dignes de récompense.

Un jeune libéré placé chez un chef d'atelier, ayant été témoin de l'embarras que celui-ci éprouvait pour acquitter un billet dont l'échéance était prochaine, fut ému du chagrin que son maître faisait paraître, et après quelques momens de réflexion il demanda la permission de s'absenter durant une demi-heure. Il part, se rend hors d'haleine chez son patron, le prie d'écrire chez lui pour réclamer quelque argent qu'un notaire lui devait, ou plutôt de lui faire l'avance de cet argent pour l'acquisition d'une dette pressante. Le patron, frappé du trouble de l'enfant, imagine que sa démarche imprévue et extraordinaire cache quelque feinte et, pendant qu'il s'entretenait avec lui pour pénétrer le vrai motif qui le faisait agir, il voit arriver le chef d'atelier qui dès les premières paroles qui lui furent adressées par ce dernier, n'eut pas de peine à découvrir le stratagème pieux que son apprenti avait mis en œuvre pour lui fournir les moyens de satisfaire à ses engagements. Il révéla aussitôt les difficultés de sa situation au patron de l'enfant, et assuré de trouver dans l'aide d'un ami ce qui lui manquait pour parfaire le montant de son billet, il témoigne au patron et à l'enfant, avec un attendrissement mêlé de larmes, le plaisir et l'orgueil qu'il éprouve d'avoir pu inspirer à un pauvre apprenti une telle marque de dévouement et d'affection.

Les travaux de Société sont, au reste, de nature à démontrer que l'action du patronage et ses salutaires effets peuvent être appliqués aux adultes aussi bien qu'aux enfans: et cette première expérience ne peut qu'encourager les études à cet égard.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

BRIVES. — Une lettre de Brives du 19 juillet nous apprend que les bruits qui circulaient hier sur la mort de M^{me} Laffarge étaient controuvés. Cette lettre annonce que l'huissier a signifié

avant-hier soir à M^{me} Laffarge le jugement rendu contre elle par défaut le 15 de ce mois par le Tribunal correctionnel de Brives.

D'après les avis de M^{es} Bac et Lachaud, ses deux avocats, et de M^e Peyredieu, son avoué, M^{me} Laffarge n'y formera pas opposition, elle se pourvoira en appel avant l'expiration du délai, c'est-à-dire le 26 au plus tard. On pense que l'appel viendra à l'audience avant l'ouverture de la session de la Cour d'assises de la Corrèze, qui aura lieu dans la dernière quinzaine d'août. Les conseils de M^{me} Laffarge ont résolu de ne pas plaider sur l'appel du jugement de Brives, si, comme cela paraît probable, cet appel vient avant qu'il n'ait été statué sur l'affaire d'empoisonnement.

Tous les curieux qui avaient été appelés à Brives par le procès correctionnel en sont repartis. M^{me} Laffarge a avec elle, dans sa prison, sa femme de chambre qui ne l'a pas quittée depuis son emprisonnement; elle ne reçoit que M^e Peyredieu, son avoué, et deux ou trois membres de sa famille qui sont venus passer quelques jours à Brives. M^{es} Bac et Lachaud sont allés reprendre leurs travaux du palais.

La chambre des mises en accusation de la Cour royale de Limoges n'a pas encore statué sur la question de savoir s'il y a lieu à accusation d'empoisonnement contre M^{me} Laffarge. On pense que la Cour rendra son arrêt avant la fin du mois.

— ALENÇON, 18 juillet. — Devant le jury de l'Orne vient de comparaitre M. Auguste de Nollent, ancien garde-du-corps, riche propriétaire d'Argentan, accusé de diffamation et d'outrages envers le conseil municipal d'Argentan, et M. His, maire de cette ville et membre de la Chambre des députés. Ce double délit était contenu, suivant la prévention, dans une brochure publiée par M. de Nollent, à l'occasion des élections municipales.

Une grande foule encombra la salle à l'ouverture de l'audience. La plainte du conseil municipal et du maire, M. His, parties civiles, a été soutenue par M^{es} Lebourgeois et Chesnel. M. de Brix, procureur du Roi, a soutenu la prévention. M. de Nollent a présenté lui-même sa défense qui a été complétée par M^e Baudry.

Après une longue délibération, le jury a rapporté un verdict affirmatif, à la majorité, sur le chef de diffamation et d'outrages envers le Conseil municipal d'Argentan; à la simple majorité, sur le chef d'outrage public à M. His, à raison de ses fonctions de maire; il a déclaré en outre à l'unanimité qu'il existait des circonstances atténuantes.

Le procureur du Roi a conclu à trois mois d'emprisonnement et à 1,000 francs d'amende contre M. de Nollent. La partie civile a réclamé pour dommages-intérêts le paiement de ses frais, la suppression de l'écrit, l'impression à 1,200 exemplaires de l'arrêt.

La Cour, après délibéré en chambre du conseil, a condamné M. de Nollent à quinze jours d'emprisonnement, à 150 fr. d'amende et aux dépens, et envers la partie civile, au paiement de ses frais, à l'impression de trois cents exemplaires de l'arrêt rendu en sa faveur et à la suppression de l'écrit.

— AUCH, 16 juillet. — M. le préfet du Gers vient de citer le gérant du journal *le Pays* devant le Tribunal civil d'Auch, pour se voir condamner en 6,000 francs de dommages-intérêts à raison de plusieurs articles qu'il signale comme diffamatoires.

Cette affaire est fixée à lundi prochain. Nous en rendrons compte.

— REDON, 13 juillet. — La gendarmerie de Bain vient de faire une capture importante pour la tranquillité des habitans de nos contrées. Une femme Penetier, de la commune de Bourg-des-Comptes, s'étant aperçue qu'elle avait été volée pendant une absence qu'elle venait de faire, et que pour s'introduire chez elle on avait brisé une clôture avec une hache, soupçonna deux étrangers qu'elle avait vus rôder peu de temps avant; elle en fit part à son mari, qui se mit à leur poursuite et les rencontra sur la route de Bain. N'osant les aborder, il s'empressa de se rendre à Bain et d'avertir la gendarmerie. Deux gendarmes allèrent donc s'embusquer sur la route, et au moment où les deux voyageurs passaient ils leur demandèrent leurs papiers. Sur leur réponse qu'ils n'en avaient pas, ils voulurent les arrêter; mais ceux-ci opposèrent une vive résistance, et même, après avoir été arrêtés, parvinrent à s'enfuir. Chaque gendarme se mit à en poursuivre un; mais au moment où le second allait être saisi, il se détourne, et, appliquant un pistolet de poche sur la poitrine du gendarme, il lâche la détente. Heureusement la capsule seule prit feu; mais, non découragé par cette première tentative, il tira de sa poche un énorme couteau de cuisine et allait en frapper le gendarme, lorsque son bras est arrêté par le second gendarme, accouru au secours de son camarade, et qui déjà était parvenu à s'emparer de l'autre malfaiteur.

Les papiers saisis sur ces hommes ont fait connaître que celui qui avait tiré sur le gendarme était un nommé Joseph Legall, âgé de vingt-cinq ans, libéré du 19 juin 1840 de huit années de réclusion qu'il avait subies à Fontevault. Ce libéré avait encore sur lui un second couteau semblable au premier, et toutes ces armes étaient neuves.

Quant au second, il a déclaré se nommer Delatouche, cordonnier, né à Orléans, âgé de vingt-sept ans. Il soutient n'avoir subi aucune condamnation.

— FOUGÈRES, 15 juillet. — Une scène affligeante vient d'avoir lieu dans une des communes environnantes. Un sieur N..., officier de santé, marié en secondes noces, homme d'un caractère très violent, était occupé à mettre du vin en bouteilles dans sa cave avec sa femme et ses deux belles-filles, lorsque, sur le refus de leur part de boire davantage, il leur lança plusieurs verres de vin à la figure. Justement mécontentes, ces dernières se retirèrent dans une maison voisine. Mais bientôt l'ainée rentra pour reprendre les effets à son usage, une violente querelle s'engagea alors entre le mari, la femme et la belle-fille, et dans un mouvement de colère le mari alla chercher son fusil, et déjà il s'en était emparé, lorsque les deux femmes voulurent fermer la porte de la pièce où se trouvait N..., après en être sorties; mais elles ne le purent faire si vite que cet homme n'eût le temps de passer le canon de son fusil entre la porte et le mur et de le tirer. Heureusement que le coup n'atteignit personne. Les femmes, effrayées, se sauvèrent dans la cuisine, où N... les poursuivit et les frappa de nouveau; enfin survinrent des voisins qui mirent fin à ces violences. Aujourd'hui N... est arrêté; la justice informe.

HAVRE, 20 juillet. — Il est arrivé ces jours derniers une aventure assez bizarre:

Un individu se présente chez un officier ministériel de notre ville. — M. N..., s'il vous plaît. — C'est moi. — Et bien, sachez que j'ai été insulté par M. X..., officier ministériel de votre ville. C'est une canaille! — Que lui voulez-vous? — Je suis bien malheureux, j'ai été insulté par un vieillard à cheveux blancs. Il m'a craché au visage, et je ne puis me venger. Au surplus, je n'ai pas d'argent, et il m'en faut. Tenez, vous avez là 500 fr., vous allez m'en donner ou j'en prends; décidez-vous; car je dois vous dire que j'abattrais à quarante pas une poupée sur votre chapeau, que

je vous percerai d'une botte au premier coup. L'officier ministériel se trouvait dans une position assez embarrassante; cependant il parvint à faire sortir cet individu qui n'est autre qu'un fou furieux qui a échappé à sa famille et est venu au Havre où il a rencontré un de ses anciens camarades de collège qu'il a failli tuer d'un coup de pistolet. L'ordre est venu samedi à la gendarmerie de l'arrêter pour le reconduire à sa famille.

PARIS, 21 JUILLET.

— M. Nicod, conseiller à la Cour de cassation, est mort hier à neuf heures du soir. Depuis longtemps son état ne laissait plus d'espoir, mais la triste nouvelle qui s'est répandue ce matin au Palais, bien que prévue, n'en a pas moins causé au sein de la magistrature et du barreau une vive et profonde douleur.

M. Nicod n'avait que cinquante-sept ans. Depuis la promotion nouvelle qui l'avait appelé à la Cour de cassation, l'état de sa santé ne lui avait pas permis de prendre possession de son siège; mais les magistrats qui, pendant près de dix années, l'avaient vu remplir avec un si grand talent les fonctions d'avocat-général, comprennent assez l'étendue de la perte nouvelle que vient de faire la Cour de cassation.

C'est le travail et l'infatigable besoin d'accomplir consciencieusement tous ses devoirs comme député, comme magistrat, qui ont abrégé la vie déjà si honorablement remplie de M. Nicod. L'élevation de son talent et l'inflexible probité de son caractère sont des titres qui le laisseront longtemps en exemple aux hommes de la magistrature, du barreau et de la politique.

— Par arrêt confirmatif d'un jugement du Tribunal de première instance de Meaux, la 1^{re} chambre de la Cour royale a déclaré qu'il y avait lieu à l'adoption de Pierre-Charles-Amédée Paultre de la Vernée par le vicomte Pierre-Louis-François Paultre de la Motte, et dame Charles-Françoise Royer de Belon, son épouse.

— La 1^{re} chambre de la Cour royale a rendu, en confirmant une ordonnance de référé de M. le président du Tribunal de première instance, une décision qui intéresse le grand nombre de personnes qui sont chargées par justice d'administrations provisoires de successions ou d'autres gestions de même nature. Elle a statué que ces administrateurs ne sont pas tenus de vendre d'abord telles ou telles valeurs, et qu'ils peuvent choisir celles qu'ils croient devoir liquider de préférence dans l'intérêt de la gestion.

— La 1^{re} chambre de la Cour royale a entériné des lettres-patentes qui commuent la peine de mort prononcée contre Eugène Labbe, cavalier au 2^e régiment de hussards, et contre Charles Pierre, sergent-fourrier au 67^e régiment d'infanterie de ligne, pour voies de fait envers leurs supérieurs, en celle 1^{re} de cinq années de boulet, pour Labbe; 2^e de trois années d'emprisonnement, pour Pierre.

On retrouve dans l'une de ces lettres-patentes la preuve que nous avons signalée plusieurs fois de l'attention toute spéciale que donne le Roi aux demandes en remise ou commutation de peines qui lui sont adressées. C'est de la main même de Louis-Philippe qu'est écrit le nombre *trois*, qui fixe la durée de la commutation qu'il accorde.

— Le droit de faire inventaire appartient à l'héritier du sang d'une manière tellement absolue qu'il peut y procéder lors même que le testateur a légué l'universalité de ses meubles à un tiers, à la charge de payer toutes les dettes de la succession.

Les frais de l'inventaire, même dans ce cas, doivent être supportés par le légataire universel des meubles.

Lorsque le testateur a chargé un légataire universel des meubles et de l'usufruit des immeubles de payer toutes les dépenses résultant du décès, on peut comprendre dans ce mot, même les droits de mutation dus par les héritiers du sang auxquels est seulement laissée la nue propriété des immeubles.

Lorsqu'un legs conjoint est fait par un testament, l'acceptation des deux légataires n'opère pas division de plein droit. Les Tribunaux peuvent encore rechercher si le testateur n'a pas eu l'intention de donner à chacun des légataires la totalité du legs, sauf à diviser la jouissance.

M^{me} veuve Fadry est décédée à Paris, au mois d'août 1839, laissant une fortune assez considérable dont elle a disposé, le 20 avril 1835, par testament autographe, en faveur de M. et M^{me} Lafon, ses neveu et nièce par alliance, qu'elle a institués ses légataires universels de ses meubles en pleine propriété et de l'usufruit de ses immeubles. La testatrice ajoutait dans une clause où se révèle la singularité de son humeur: « Je ne veux pas être enveloppée dans un drap comme on enveloppe ordinairement les morts. Je veux un jupon et une camisole. Les obligations renfermées dans ce dernier article sont de la plus indispensable rigueur. » M. et M^{me} Lafon, légataires universels, ont demandé aux héritiers du sang de M^{me} Fadry leur envoi en possession. Ceux-ci ont prétendu devant le Tribunal qu'avant d'obtenir la délivrance, les légataires devaient être soumis à l'obligation de payer les frais de l'inventaire, auquel il avait été procédé malgré les protestations des légataires, et les frais de mutation. Le Tribunal (1^{re} chambre), présidé par M. Barbou, a décidé dans le sens que nous venons d'indiquer la question que présentait cette contestation. (Plaidants: M^{re} Dubrena et Lavaux.)

— L'élection du bâtonnier de l'Ordre des avocats est fixée au 12 août; celle des membres du conseil au 13, et celle des secrétaires de la conférence au 14.

— Aujourd'hui, à la Cour d'assises, au moment de la reprise de l'audience de l'affaire de faux, dont nous avons rendu compte hier, on a appris la mort de M. Nicod. M^e E. Arago, qui assistait hier M^e F. Barrot, gendre de M. Nicod, dans la défense de l'accusé Durand, a demandé à la Cour une remise au nom de son confrère douloureusement frappé dans ses liens de parenté et d'affection.

La Cour d'assises s'est empressée de faire droit à cette demande de M^e Arago en renvoyant l'affaire à une prochaine session.

— Les femmes Bertaud et Dutremis sont prévenues de vol de récoltes. La femme Random, citée ainsi qu'elles pour le même délit, ne comparait pas. La femme Dutremis est calme et digne; la femme Bertaud est bouillante et indisciplinée. La première paraît résignée à son sort; la seconde se révolte devant la prévention et les procès-verbaux. Celle-ci s'assied sur le banc des prévenus, maîtresse d'elle-même et jouissant de toute sa raison; celle-là paraît l'avoir noyée dans les pots; le soleil a dû lui taper sur la tête en sortant du prochain délit de consolation, car elle a le teint haut en couleur comme une rasade de roussillon. L'audencier appelle la cause des femmes Bertaud et Dutremis: « Présentes les deux sœurs, présentes à la loi, répond la femme Bertaud, présentes à la loi, aux augustes procureurs et à M. le Tribunal en personne. Quant à la Random, absente! Monsieur..., jeune homme, ajoute-t-elle en s'adressant tout particulièrement à l'audencier, n'appellez pas

la Random, elle est absente et dans ses foyers, à côté de la fontaine, derrière la poudrette. »

M. le président: Quel est votre état?

La femme Bertaud: Propriétaire, conduite par mes malheurs à me faire herboriste.

M. le président: C'est à dire que vous volez les récoltes, c'est cela que vous appelez être herboriste.

La femme Bertaud: Oui, Monsieur, je suis herboriste pour ma famille.

M. le président: Et vous, femme Dutremis, quel est votre état?

La femme Dutremis: Le même état que Madame.

Un gendarme se présente, prête serment et s'appête à déposer.

La femme Bertaud: Jeune homme, qu'allez-vous faire? ce n'est pas vous qui m'avez prise; contentez-vous de vos pouvoirs sans périliter une infortunée excessivement innocente.

Le gendarme n'en continue pas moins sa déposition. Il en résulte qu'il a arrêté les trois femmes au milieu de la nuit, au moment où elles arrachaient des feuilles de vignes dont elles avaient rempli plusieurs sacs. Leur récolte avait été faite si précipitamment qu'elles avaient arraché une grande quantité de témoins.

La femme Bertaud: Jeune homme, vous m'affligez, ce n'est pas vous qui m'avez arrêtée, c'est le gendarme Thomas: qu'on m'appelle le gendarme Thomas, qui m'a prise. Voilà un honnête gendarme. Thomas! Thomas! ou-ce qu'est Thomas? Il vous dira, Thomas, qu'il m'a prise avec mes mains vides et dormant sur la poussière comme une innocente, et en ayant le droit en ma qualité de propriétaire, et qu'il m'a conduite à la préfecture.

Le gendarme: Nous étions avertis par les plaintes des propriétaires, nous avons fait des rondes de nuit, et au moment où les trois voleuses nous ont vus arriver elles se sont jetées à terre et ont fait semblant de dormir.

La femme Bertaud: Voleuse! M. le gendarme, vous vous permettez d'appeler voleuse une propriétaire! Je vous attaque devant le procureur du Roi. Je revenais de Saint-Denis et je m'ai endormie pendant que la femme Dutremis herborisait.

M. le président: Vous appelez toujours cela herboriser. Et où est la femme Random?

La femme Bertaud: Elle s'appelle Random comme moi Stanislas; elle s'appelle Barbier et demeure derrière la fontaine que je vous ai dit déjà, tout à côté de....

M. le président: Nous avons bien entendu.

La femme Bertaud: Tout à côté de la poudrette, sauf votre respect.

Le Tribunal condamne les trois prévenues à un mois de prison.

La femme Bertaud: Et voilà qui est beau! (S'adressant au gendarme.) Es-tu content, jeune homme? Un mois à une particulière qui a une vigne, pour une feuille de vigne!

M. le président: Faites sortir cette femme.

— Dans la soirée du 11 mai dernier, un vol fut commis au préjudice de la femme Houlet, fruitière, rue de Montreuil. On lui enleva une montre et sa chaîne en or, plus 500 fr. qui étaient sous son comptoir. Les recherches auxquelles on se livra pour découvrir les auteurs de cette soustraction, firent planer des soupçons graves sur les nommés Lefèvre et Dambry, enfants âgés, le premier de quinze ans et le second de treize ans. Ils furent arrêtés, et, après plusieurs interrogatoires, ils finirent par avouer que c'étaient eux qui avaient commis le vol. Voici comment ils s'y étaient pris pour exécuter leur projet: Ils avaient remarqué que la femme Houlet, après avoir compté sa recette du jour, l'avait enfermée dans un sac qu'elle avait ensuite placé sous son comptoir. Leur plan fut aussitôt exécuté que conçu: Dambry alla frapper à une porte du logement de cette femme, donnant sur une allée commune aux autres locataires de la maison, et tandis qu'il la retenait à causer sous un prétexte futile, Lefèvre, qui avait en même temps pénétré dans la boutique, faisait main-basse sur l'argent et sur la montre. Le vol commis, ils se rendirent chez les époux Bertin, beau-père et mère de Lefèvre, et leur déclarèrent que les objets dont ils étaient porteurs venaient d'être trouvés par eux. La femme Bertin, sans en demander davantage, déclara qu'elle allait faire le partage de l'argent, afin que Dambry pût en remettre la moitié à sa mère. Seulement, elle prétendit que le sac ne contenait que 240 fr.; elle remit donc 120 fr. à Dambry, gardant ainsi pour elle 380 fr.; elle s'appropriait de plus la montre et la chaîne, disant que ces objets étaient en chrysolite et n'avaient aucune valeur. Pour s'assurer que les 120 fr. étaient bien remis à la femme Dambry, ils reconduisirent le fils de cette femme dans un fiacre, et donnèrent à la mère les 120 fr., en lui répétant que l'argent avait été trouvé.

D'après les aveux des deux enfants, une visite domiciliaire fut pratiquée aussitôt chez la femme Dambry, qui avoua sans hésiter ce qui s'était passé, et restitua 75 francs, disant qu'elle avait dépensé le surplus de la somme.

Quant aux époux Bertin, ils commencèrent par soutenir qu'ils ne savaient pas ce qu'on voulait leur dire, et que leur fils ne leur avait rien remis. Mais vaincus par l'évidence, ils avouèrent enfin qu'ils avaient encore la plus grande partie de l'argent; mais que, pour ce qui était de la montre et de la chaîne, la femme Bertin les avait jetés dans la rivière. Cette déclaration fut contredite par le petit Lefèvre, qui dit qu'il pensait que le tout avait été enfoui la veille dans la cheminée du logement de ses parents. On y retrouva en effet une grande partie de l'argent, la montre et la chaîne.

Les époux Bertin affirmèrent alors qu'ils ignoraient complètement le vol commis par les deux enfants, et qu'ils croyaient bien réellement que les objets apportés par eux avaient été trouvés. Mais ils avaient eu connaissance de la plainte de la femme Houlet, ainsi que des poursuites dirigées contre Lefèvre et Dambry, et ils n'avaient rien fait pour opérer une restitution. Il en était de même de la femme Dambry.

En conséquence de ces faits, Lefèvre et Dambry comparaissent aujourd'hui en police correctionnelle, comme prévenus de vol commis de complicité, la nuit, dans une maison habitée. S'ils eussent eu plus de seize ans, ils eussent passé aux assises. Les époux Bertin et la femme Dambry étaient prévenus de vol.

Le sieur Bertin fait défaut.

Lefèvre et Dambry acquittés à raison de leur âge et comme ayant agi sans discernement, resteront néanmoins pendant trois ans dans une maison de correction. Les époux Bertin ont été condamnés chacun à un an de prison, et la femme Dambry à trois mois de la même peine.

— La fille Sophie Ligeon, cuisinière au service des époux Donnat, instituteurs aux Baignolles-Monceaux, comparait aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle, sous la prévention d'homicide par imprudence sur la personne de l'enfant dont elle venait d'accoucher. Les débats de cette affaire ont révélé des circonstances horribles. Ne sachant comment se débarrasser du cadavre du nouveau-né, Sophie Ligeon l'a brûlé, la nuit, dans son propre foyer.

Déclarée coupable d'homicide par imprudence, la fille Ligeon a été, sur les conclusions de M. l'avocat du Roi Meynard de Franc, condamné à deux ans de prison et à 50 francs d'amende.

— M. de Naundorf, plus connu sous le nom de Louis XVII qu'il se donnait, et qui, depuis son expulsion de France comme étranger, s'est retiré à Londres, a fait citer en police correctionnelle le gérant du journal *le Capitole*, sous prévention de diffamation. Cette affaire est portée au rôle de la 6^e chambre pour l'audience du jeudi 23 courant.

— Tant de fois la *Gazette des Tribunaux* a signalé le piège grossier à l'aide duquel les voleurs désignés sous le nom de charrieurs commettent le vol à l'Américaine, qu'on devrait penser que du moins la classe des garçons de recettes et des employés chargés de recouvrements de fonds serait suffisamment mise en garde, et se trouverait à l'abri des manœuvres dont ils sont constamment le point de mire. Un nouvel exemple cependant vient de prouver que là encore se trouvent des dupes que tant d'exemples n'ont pu prémunir.

Same di dernier, un garçon de recettes chargé par le caissier de la caisse hypothécaire de toucher une somme de 39,000 fr. à la Banque de France, venait de recevoir cette somme en billets, lorsqu'il fut accosté par deux individus qui, en jouant la scène ordinaire où intervient l'inévitable Anglais ou Américain, l'entraînèrent chez un marchand de vins de la rue Beauregard, où bientôt le prétendu étranger proposa de changer 20,000 fr. de doubles napoléons, contenus dans un sac de cuir fermé d'un cadenas, contre une somme de beaucoup inférieure en billets de banque. Le trop crédule garçon de recettes, séduit par les belles paroles de l'étranger, lui remit dix billets de 1,000 fr., et consentit à ce que celui-ci, en compagnie du compère, sortit pour aller faire vérifier la bonté des billets de banque chez un changeur, en laissant toutefois, comme gage de son prompt retour, le sac contenant les 20,000 fr.

Après une attente qui aurait pu sans doute se prolonger jusqu'au jugement dernier, le pauvre garçon de recettes, d'après les conseils du marchand de vins, se décida à se rendre chez le commissaire de police du faubourg Montmartre qui, ouverture faite du sac de peau, reconnut qu'il ne contenait autre chose que des rouleaux de sous artistement cachetés. La police, sur la déclaration de la victime de ce vol, s'est mise immédiatement à la recherche de ses auteurs présumés.

— On écrit d'Alexandrie, à la date du 26 juin, que « dix des rabbins accusés de Damas viennent d'être mis en liberté; un seul, Autebi, est encore en prison. »

Un nommé Barrow, déporté libéré, a exposé ainsi qu'il lui suis doléances au magistrat président du bureau de police de Town-Hall, à Londres:

« En 1830 j'ai été déporté pour sept années à la terre de Van-Diemen, pour avoir mis méchamment le feu à des instrumens d'agriculture. Au bout de quatre ans, j'ai obtenu ma grâce; mais je suis resté dans la colonie où je gagnais par semaine deux à trois livres sterling (environ 80 fr.), comme ouvrier charpentier. J'ai voulu revoir, enfin, ma femme et mes enfans, et je suis arrivé, avec le fruit de mes économies, il y a environ quinze jours, dans mon village natal.

« A mon départ j'avais six enfans, j'ai appris avec une douloureuse surprise que ma malheureuse femme, après avoir mis mes six enfans à la maison de travail de Cranbrook, était partie pour Londres avec un autre homme de qui elle a eu trois enfans adultes. Je suis allé à Cranbrook pour réclamer mes six enfans légitimes et les emmener à la terre de Van-Diemen. Croirez-vous, monsieur le magistrat, que le directeur de la maison refuse de me les rendre, à moins que je ne reprenne eu même temps ma femme et les trois enfans qui ne sont pas de moi. Sur l'observation que j'aimerais mieux être pendu que de vivre avec de pareilles canailles, le directeur a menacé de me faire enfermer dans la geôle de Maidstone si je ne reprenais au plus vite ma scélérate de femme et les neuf enfans. Croyez-vous qu'il soit dans son droit, et que je ne sois pas dans le mien? »

Le magistrat a répondu que le directeur de la maison de travail était autorisé par la loi à agir comme il l'avait fait; mais il a conseillé au pauvre Barrow de s'adresser au conseil d'administration de l'établissement, afin que dans ce cas tout spécial la rigueur des réglemens ne lui fût pas appliquée.

DICIONNAIRE DES CONTRATS ET OBLIGATIONS, par M. BOUSQUET; — CODE DES ARCHITECTES, par M. FREMY-LIGNEVILLE.

Peu de mois se sont écoulés depuis que M. Bousquet a publié le premier volume de son *Dictionnaire des contrats et obligations, en matière civile et commerciale*. Le second volume ne s'est pas fait attendre. L'auteur a voulu sans doute, par son exactitude, témoigner au public sa reconnaissance du bon accueil qu'il en avait reçu.

L'ouvrage est donc complet aujourd'hui; chacun peut l'apprécier dans son ensemble, et s'assurer ainsi qu'il n'y avait rien de prématuré ni d'exagéré dans les éloges déjà donnés soit au plan, soit à l'exécution elle-même.

C'était une heureuse idée, en effet, que de recueillir et de mettre en ordre les richesses de notre législation et de notre jurisprudence sur une matière aussi grave et aussi féconde que celle des contrats et des obligations; de former un corps régulier de tant de membres épars, ou, si l'on veut, de rallier et de discipliner cette famille nombreuse de principes, d'auteurs et d'arrêts, qui parfois condamnent le jurisconsulte le plus exercé à de lentes et laborieuses recherches! Il fallait, pour une telle entreprise, science, discernement et courage; l'événement a prouvé que ces conditions de succès ne manquaient pas à M. Bousquet. Car chaque mot que l'ordre alphabétique amène sous sa plume, devient pour lui un texte auquel il sait rattacher avec simplicité et précision les règles du droit, appuyées du secours de la doctrine, souvent même éclairées par les traditions de l'histoire et les enseignemens d'une sage philosophie. Les lois romaines, les coutumes, le droit canonique lui-même, sont des sources qu'il n'a pas négligées, et il faut lui en savoir gré, puisqu'il y a puisé d'utiles rapprochemens.

Parmi les articles de ce second volume, nous aimons à mentionner en particulier les *contrats aléatoires*, le *contrat à la grosse*, le *dépôt*, la *dot*, la *lettre de change*, le *mandat*, le *nantissement*, les *sociétés civiles et commerciales*, la *vente* et l'*échange*, les *transactions*, les *privileges* et *hypothèques*. Et M. Bousquet a pris soin d'y indiquer le droit d'enregistrement que nos lois fiscales exigent de chaque nature de convention.

— L'événement a justifié aussi les éloges que d'honorables jurisconsultes avaient donnés à l'ouvrage de M. Frémy-Ligneville. Mais ce n'est pas seulement en France que le mérite en a été reconnu. Il a reçu à l'étranger le même accueil et jusqu'aux honneurs de la traduction, chose aussi rare que flatteuse en ce genre. Nous avons sous les yeux une lettre récente de M. Michel Prans,

l'un des notables avocats du barreau de Naples, qui, en faisant hommage à l'auteur de sa traduction, lui apprend que l'ouvrage a été tellement goûté du public et de l'autorité, que le conseil des édiles en a proclamé officiellement l'utilité, et que, sur son rapport, le ministre de l'intérieur en a prescrit l'achat aux communes du royaume. Peu de livres, à coup sûr, peuvent invoquer de témoignages moins suspects ou plus favorables.

Il était difficile, en effet, de traiter son sujet d'une manière plus lucide et plus complète. En treize chapitres et quatre cents pages, M. Frémy-Ligneville a su réunir et coordonner tous les textes de la législation, avec l'analyse de la jurisprudence judiciaire et administrative sur cette matière importante. Et il ne s'est pas borné à un simple recueil de lois et d'arrêts. Les opinions de ses devanciers y sont citées avec autant d'exactitude que de discernement;

et celles qui sont propres à l'auteur portent le cachet de l'étude et d'une méditation consciencieuse.

Le premier chapitre est consacré aux différentes espèces de servitudes. Les chapitres suivants déterminent toutes les conditions imposées par la loi, les réglemens et l'usage, dans l'intérêt public et privé, à l'œuvre de l'architecte ou de l'entrepreneur de constructions. Là aussi, M. Frémy-Ligneville a réservé une place spéciale à tout ce qui concerne les alignemens, les salles de spectacles; une autre, aux établissemens dangereux, incommodes ou insalubre; une autre aux travaux publics. Sachons-lui gré encore d'avoir exposé avec méthode les règles de la compétence, de la garantie, du privilège, sources trop fécondes de questions qui ont souvent embarrassé le jurisconsulte et le magistrat.

Du reste, aucun ouvrage ne saurait avoir à un plus haut degré

le mérite de l'à-propos, au milieu de toutes ces constructions nouvelles que chaque jour voit éclore parmi nous, qui s'alimentent de divers. Aussi ne doutons-nous pas que le Code de M. Frémy-Ligneville n'ait déjà prévenu et préviene encore à l'avenir beaucoup de procès entre les propriétaires et les architectes, en les éclairant sur leurs droits respectifs. Tel a été le but de l'auteur, et l'on peut aujourd'hui le féliciter tout à la fois de se l'être proposé et d'avoir si bien su l'atteindre.

PAILLET, bâtonnier.

— Depuis le 5 de ce mois, le second volume de la réimpression de l'ancien *Moniteur* est en vente; les éditeurs font marcher cette grande publication avec la régularité la plus remarquable; chaque semaine quatre livraisons et chaque mois un volume. Le troisième paraîtra le 5 août.

Librairie de Jules RENOUARD et Co, rue de Tournon, 6, éditeurs de *Toullier*, continué par *Duvergier*.

LA TAXE EN MATIÈRE CIVILE,

Contenant : 1° Les Tableaux de chaque procédure, suivant l'ordre du Code, avec l'indication des déboursés et émolumens de tous les actes pour Paris et pour les départemens; 2° Les Lois, Décrets et Ordonnances sur les frais et dépens, les Droits de greffe, les Droits d'hypothèque, etc., etc.; suivi de Notes et d'Observations par M. N. CARRÉ, ancien avocat à la Cour royale de Paris, président du Tribunal de première instance de Tours. — *Summ cuique...* — Un fort vol. grand in-8, imprimé sur papier grand raisin collé, avec un grand nombre de Tableaux ou Modèles d'état de frais pour toute procédure, et une Table alphabétique raisonnée. Prix, broché : 9 fr., 11 fr. par la poste. — DEUX exemplaires demandés ensemble avec un mandat sur Paris de 18 fr. sont expédiés FRANCO.

PLACEMENTS EN VIAGER ET ASSURANCES SUR LA VIE.

97, rue Richelieu. La Compagnie d'Assurances générales sur la vie, fondée en 1819, est la première établie en France, et la seule dont le fonds social soit entièrement réalisé. Ses capitaux effectifs s'élèvent à TREIZE MILLIONS de francs, dont plus de quatre millions sont placés en immeubles à Paris. Les opérations de la compagnie ont pour objet l'assurance de capitaux payables en cas de décès, les constitutions de rentes viagères, de pensions aux veuves, aux employés, de dots aux enfans, l'acquisition de usufruits et nues-propriétés de rentes sur l'Etat.

LORGNETTES-VICTORIA

DEREPAS, PALAIS-ROYAL, GALERIE MONTPENSIER, 24.

Connu par la qualité et le bon goût de ses lorgnettes de théâtre, vient d'en confectionner de nouvelles, d'une forme EXCESSIVEMENT PETITE, ayant l'avantage de grossir et de rapprocher les objets autant que les plus volumineuses. S. M. LA REINE D'ANGLETERRE, à laquelle DEREPAS a fait hommage d'une de ces charmantes petites lorgnettes à bien voulu lui faire adresser une lettre de félicitation en lui accordant le titre de fournisseur de sa Cour. Ces lorgnettes ont pris depuis le nom de LORGNETTES-VICTORIA.

PUBLICATIONS LEGALES.

Sociétés commerciales.

Par délibération de l'assemblée des actionnaires de la société CARTIER et Comp, fabricants de produits chimiques à Amiens, du 10 juillet 1840, le gérant de ladite société a été autorisé à faire et accepter toutes traites et tous billets à ordre, acheter toutes marchandises à terme, et obliger la société pour toutes les affaires qu'il pourra traiter pour elle; les pouvoirs les plus étendus lui étant donnés pour modifier en ce sens l'article 16 des statuts de la société et par suite faire toutes déclarations et publications voulues par la loi et rester dépositaire des presses, griffe et timbre de la société.

ETUDE DE M^e CHALE, AGRÉÉ, Rue Coq-Héron, 8.

D'une sentence arbitrale rendue par M^e Herson, Terré et Robert, arbitres-juges, le 16 juin 1840, enregistrée et déposée. Entre M. Jean-Baptiste-Honoré BINET, demeurant à Paris, rue Rochechouart, 40, et M. Charles BAUDINEAU, bottier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 174; Il appert que la société en commandite par actions formée entre les susnommés pour la fabrication de la chaussure en général et la corroierie, suivant acte passé devant M^e Royer et son collègue, notaires à Paris, le 8 octobre 1839, est et demeure dissoute à partir dudit jour 16 juin 1840, et que M. Binet a été nommé liquidateur.

T. CHALE.

ETUDE DE M^e DETOUCHE AGRÉÉ, Rue Montmartre, 78.

D'une sentence rendue par MM. Terré et Venant, arbitres-juges, d'entre les sieurs Antoine-Bernard HUBERT et dame Marie-Rose-Emilie FERTE, son épouse, cultivateurs à Vaillay-sur-Aisne, se disant habiles à se dire uniques héritiers, mais seulement sous bénéfice d'inventaire du feu sieur Aimé-Jean-Marie FERTE, en son vivant négociant en vins, quai de Bethune, 18, d'une part; et le sieur Etienne GARNIER, aussi négociant en vins, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 8, d'autre part; ladite sentence en date du 16 juin dernier, enregistrée le 20 dudit mois, et rendue exécutoire, suivant ordonnance de M. le président du Tribunal de commerce du même jour 16 juin, aussi enregistrée le 20 juin 1840; il appert que la société constituée entre le sieur Aimé-Jean-Marie Ferté et le sieur Etienne Garnier, suivant acte sous signatures privées, en date du 28 septembre 1826, enregistré le 28 novembre 1839, pour le commerce par compte à demi des vins, a été surabondamment déclarée dissoute à partir du jour du décès du sieur Ferté, et que M. Pardon, négociant en vins, demeurant à Bercy, a été nommé liquidateur de ladite société.

CABINET DE M. ALBAREE, Passage St-Roch 6.

Suivant acte sous signatures privées, fait double à Paris, le 8 juillet 1840, enregistré le 13 dudit, par Leverdier qui a reçu 5 fr. 50 c.; La société de fait qui existait entre M. Hippolyte ESCAILLE, demeurant à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, 44, et M. Charles ESCAILLE, son frère, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfans, 10, pour le commerce de soieries et nouveautés, sous la raison sociale ESCAILLE frères, et dont le siège était fixé rue Croix-des-Petits-Champs, 44, a été dissoute d'un commun accord à compter du 31 juillet 1840, et M. Hippolyte Escaille a été nommé liquidateur de ladite société.

ALBAREE.

ETUDE DE M^e HENRI NOUGUIER, Agréé, rue Colbert, 2.

D'un acte sous seing privé en date du 8 juillet

Adjudications en Justice.

ETUDE DE M^e JACQUET, AVOUÉ, rue Montmartre, 159.

Vente sur licitation entre majeurs et mineurs, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, une heure de relevée. En deux lots, qui ne seront pas réunis, 1° D'une MAISON, sise à Paris, rue Baillet, 6; mise à prix, d'après l'estimation des experts, à 70,000 fr. 2° Et d'une autre MAISON, sise en ladite ville, rue des Deux-Ecus, 22, et, rue de Varennes, 2; mise à prix, aussi d'après l'estimation des experts, à 80,000 fr. Total des mises à prix : 150,000 fr. Revenu brut de la maison rue Baillet, 6, environ 5,500 fr. Revenu brut de la maison rue des Deux-Ecus, résultant d'un bail principal, notarié, ayant encore sept années à courir, 6,000 fr. Adjudication préparatoire le samedi 8 août 1840.

TENUE DE LIVRES VITAL BREVETÉ DU ROI

Les cahiers gravés en tous genres d'écritures, le volume d'explications et tableau du solde, 10 fr. — Tarif des Poids et Mesures, 1 fr.; chez lui et chez les libraires. Un MILLION de PLUMES naturelles taillées au canif, 2 fr. le 100. — ENCRE, ne déposant jamais, 1 fr. 25 c. le litre, 70 c. le 1/2 litre, PASSAGE VIVIENNE, 13. — COURS d'Ecriture, de Tenue de Livres en 30 leçons et d'Orthographe en 80.

Adjudication définitive le samedi 29 août 1840.

S'adresser, pour les renseignements : 1° Audit M^e Jacquet, avoué poursuivant, dépositaire des titres et d'une copie du cahier des charges; 2° A M^e Delacourte jeune, avoué collicitant, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, 27; 3° Et à M^e Legros, aussi avoué collicitant, demeurant à Paris, rue Richelieu, n. 60.

Ventes immobilières.

A VENDRE A L'AMIABLE,

Une belle PROPRIÉTÉ, sise à Chatin, à six kilomètres de Châteauneuf-Chinon (Nièvre), et à deux kilomètres des routes de Lormes à Châteauneuf-Chinon et de Nevers à Autun, dans une des positions les plus agréables du Morvan. Consistant : 1° dans une maison de maître et bâtiments d'exploitation, vaste jardin ayant de belles eaux et dominant sur la vallée du Morvan, 5 hectares 35 ares de terre labourable et 2 hectares 29 ares de pré.

2° Dans les domaines de Layouâtre et l'Huyboulard, de vastes bâtiments d'exploitation, de 14 hectares 65 ares de terre, 28 hectares 7 ares de pré; ces deux domaines sont loués par baux notariés 2,560 fr.

3° Et dans 54 hectares 40 ares de bois attenant à la propriété et d'une exploitation facile. S'adresser, pour les renseignements : A Chatin, à M. Vialay père. A Semur, à M. Vialay, notaire. Et à Paris, à M^e Clairét, notaire, boulevard des Italiens, 18.

Avis divers.

A louer, pour entrer de suite en jouissance, MAISON de maître et grands ateliers avec cours, d'une étendue de 2,000 mètres environ, rue de la Muette, 29, près la rue de la Roquette, faubourg St-Antoine. Ces bâtiments, d'une construction solide et commode, sont convenablement distribués pour une fabrique ou une école. S'adresser, sur les lieux, au portier, et chez M. Rigault, rue de l'Université, 25

CANAUX.

TIRAGES DU 31 JUILLET 1840. Grande salle de la Bourse. Compagnie des 4 Canaux, à onze heures du matin. Rue Saint-Fiacre, 20. Société du Canal des Ardennes, à une heure de relevée. Société du Canal de la Somme, à une heure de relevée. Société de la Navigation de l'Oise, à une heure de relevée. Société du Canal de Bourgogne, à quatre heures. Société du Canal d'Arles à Bouc, à quatre heures.

A louer présentement en totalité ou partie, rue des Petites-Ecuries, 44. Un HOTEL richement décoré, composé d'un rez-de-chaussée, deux grands appartemens, avec écuries et remises, et d'un petit appartement. Le premier étage et le rez-de-chaussée conviendraient à un banquier ou autre personne dans les affaires. S'adresser au concierge.

TABLE DES MATIÈRES DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX, Prix : 5 fr. au Bureau et 5 fr. 50 c. par la poste.

courant, enregistré à Paris le 16 dudit, par le receveur qui a reçu 5 fr. 50 c. ;

Entre M. Jacques-Félix BEUDIN, banquier, demeurant à Paris, rue des Tournelles, 52; M. Auguste BEUDIN, banquier, demeurant à Paris, rue Lepelletier, 16; Et un commanditaire dénommé audit acte.

Il appert : Que la société constituée entre les susnommés par acte sous seing privé, en date du 22 septembre 1835, sous la raison sociale BEUDIN et Co, pour l'exploitation de la maison de banque connue sous ce nom, laquelle société devrait arriver à terme le 22 septembre prochain, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1845.

Pour extrait :

H. NOUGUIER.

Suivant acte passé devant M^e Mailand et son collègue, notaires à Paris, le 7 juillet 1840, enregistré ;

M. Jean-Baptiste MICHEL, rentier, demeurant à Paris, rue Vivienne, 2 bis, et auparavant rue Coquillière, 33;

M. Maurice TAMISIER, rentier, demeurant à Paris, rue Breda, 9, et auparavant rue d'Arcole, 17;

Et M. Paul-Ernest JAVARY, aussi rentier, demeurant à Paris, boulevard St-Martin, 5; Ont déclaré dissoudre purement et simplement et ce d'un consentement unanime, la société constituée en nom collectif, entre eux et M. Alexandre-Théodore de ST-OUEN, rentier, demeurant à Paris, rue St-Christophe, 8, sous le nom de Compagnie d'assurance paternelle contre les chances du recrutement, et sous la raison sociale TAMISIER et Co, suivant acte reçu par M^e Mailand et son collègue, le 4 mai 1839, et continuée en nom collectif pour MM. Tamisier, Michel et Javary seulement, au moyen de la retraite dudit sieur de St-Ouen, faite suivant un autre acte reçu par ledit M^e Mailand et son collègue, les 14, 16 et 18 avril 1840;

Et il a été dit : Que ladite société dont la durée avait été fixée à cinquante ans à partir du 3 janvier 1839, cessait d'exister à compter du jour de l'acte dont est extrait ; Et M. Michel n'ayant rien versé sur l'apport social auquel il était tenu par l'acte de société du 4 mai 1839, a reconnu n'avoir aucun droit de créance contre la société et être complètement désintéressé par ce qui lui en était revenu jusque alors.

En conséquence, il a été convenu que toutes les opérations de ladite société seraient liquidées amiablement entre MM. Tamisier et Javary, qui seuls profiteraient des bénéfices que cette liquidation présenterait, sauf également à supporter les pertes, et ce de convention expresse.

Suivant acte reçu par M^e Mailand et son collègue, notaires à Paris, le 18 juillet 1840, enregistré ; Il a été formé une société en nom collectif entre MM. Maurice TAMISIER, rentier, demeurant à Paris, rue de Breda, 9; Paul-Ernest JAVARY, rentier, demeurant à Paris, boulevard St Martin, 5; et Joseph-César MICHAUD, aussi rentier, demeurant à Paris, passage Bradi, 18 bis, dans le but de faciliter aux assurés, au moyen d'une prime unique ou de primes annuelles déposées en leurs noms aux caisses d'épargne de leurs départemens, leur remplacement militaire en cas de chance défavorable au tirage lors de la conscription, le tout conformément aux bases adoptées et déjà mises en pratique par la société établie précédemment entre lesdits sieurs Tamisier et Javary et deux autres associés, par acte passé devant M^e Mailand et son collègue, le 4 mai 1839, et encore dans le but de faire tel mode d'assurance et de remplacement que ladite société jugerait convenable ;

Et il a été dit : Que ladite société commencerait à partir du 18 juillet 1840, pour tous les remplacements à forfait, et avec l'année militaire de 1840 pour toutes autres opérations à primes ;

Que sa durée serait de quarante-huit ans à partir du 18 dudit mois de juillet ;

Qu'elle serait connue sous le nom de Compagnie d'assurance paternelle contre les chances du recrutement, et sous la raison sociale MAURICE TAMISIER et Co ;

Que le siège de la société serait toujours à Paris, et que les bureaux étaient rue Vivienne, 2 bis; Que chacun des co-associés aurait la signature sociale, qui se composerait de la raison sociale MAURICE TAMISIER et Co, mais que cette signature ne pourrait être valablement apposée qu'au bas des reçus et autres actes qui constitueraient la société en crédit à l'égard de sa caisse, et encore au bas des polices d'assurances, et que quant aux autres actes pouvant engager la société, ils devraient être signés de la signature personnelle de deux au moins des co-associés, et de plus revêtus de la griffe de l'autre ;

Que le fonds social était fixé à 200,000 francs, dans lequel chaque associé contribuerait pour un tiers ; Enfin, que la nouvelle société, quoique établie par continuation de l'ancienne, ne serait point tenue des engagements que celle-ci avait pu contracter envers les tiers, et que lesdits engagements resteraient à la charge exclusive de MM. Javary et Tamisier.

D'un acte sous seings privés fait double à Paris, le 9 juillet 1840, enregistré à Paris, le 17 juillet même année, fol. 87 verso, c. 3, 4, 5, par Texier qui a perçu les droits.

Entre : 1° M. Jean-Baptiste MARBEAU aîné, négociant, demeurant à Paris, rue des Fossés-Montmartre, 18, et 2° M. Antoine-Barthélemy-Casimir MAYRAN, commis-négociant, demeurant à Paris, rue des Fossés-Montmartre, 18 ;

Il appert, Qu'une société en nom collectif a été formée entre les susnommés pour le commerce de soieries.

Ladite société a été contractée pour neuf années à partir du 1^{er} août 1840 jusqu'au 1^{er} août 1849.

Le siège de la maison de commerce est fixé à Paris, rue des Fossés-Montmartre, 18.

La raison sociale sera MARBEAU aîné et MAYRAN.

Le capital social est fixé à 110,000 francs fournis 60,000 francs par M. Marbeau, et 50,000 francs par M. Mayran.

Les associés gèreront et administreront conjointement les affaires sociales. La signature sociale appartiendra à chacun d'eux et ne pourra être employée valablement que pour les affaires sociales.

H. PÉRONNE, avoué.

Tribunal de commerce.

DECLARATIONS DE FAILLITES. Jugemens du Tribunal de commerce de Paris, du 20 juillet courant, qui déclarent la faillite ouverte et en fixent provisoirement l'ouverture audit jour :

Du sieur O'DONOVAN, agent de recouvrements de créances françaises et étrangères, rue de la Fidélité, 24, nommé M. Taconet juge-commissaire, et M. Kichomme, rue Montorgueil, 71, syndic provisoire (N° 1737 du gr.); De la dame LECLERC, mde lingère, rue du Bouloy, 23, nommé M. Beau juge-commissaire, et M. Herou, rue des Deux-Ecus, 33, syndic provisoire (N° 1738 du gr.); Du sieur LIPPANN, fabricant cartonier, rue Geoffroy-Langevin, 11, nommé M. Roussel juge-commissaire, et M. Millet, boulevard Saint-Denis, 24, syndic provisoire (N° 1739 du gr.);

Du sieur LASSERRE, ayant demeuré faubourg St-Martin, 98, depuis faubourg St-Antoine, 23, maintenant sans domicile, nommé M. Chevallier juge-commissaire, et M. Henriot, rue Laflitte, 20, syndic provisoire (N° 1740 du gr.).

CONVOICATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de

commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers :

NOMINATIONS DE SYNDICS.

Du sieur MIEGEVILLE, commissionnaire en eaux-de-vie, boulevard du Temple, 84, le 31 juillet à 10 heures (N° 1623 du gr.);

Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou endossements de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

VERIFICATIONS ET AFFIRMATIONS.

Du sieur BARBA, gérant de la société reproductive des bons livres, rue Ste-Hyacinthe-St-Honoré, 8, le 31 juillet à 10 heures (N° 877 du gr.);

Du sieur LEGRAND, restaurateur, cour des Fontaines, 6, le 31 juillet à 11 heures (N° 1657 du gr.);

Du sieur SCHOBEN, tailleur, rue Vivienne, 42, le 31 juillet, à 11 heures (N° 1635 du gr.);

Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux vérifications et affirmations de leurs créances.

NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérifications et affirmations de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.

CONCORDATS.

Des sieur et dame JUMANTIER fils, gravatiers à Batignolles, rue de la Santé, 30, le 30 juillet à 12 heures (N° 1587 du gr.);

Du sieur BODSON, entrepreneur de serrurerie, rue Mazarine, 74, le 31 juillet à 10 heures (N° 1509 du gr.);

Du sieur GAMBIEP fils, graveur, rue Castiglione, 12, le 31 juillet à 1 heure (N° 1517 du gr.);

Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et être procédé à un concordat ou à un contrat d'union, et, au dernier cas, être immédiatement consultés, tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

NOTA. Il ne sera admis à ces assemblées que des créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision.

REMISES A HUITAINE.

Du sieur THEROUDE et de la dame veuve BERNIER, charcutiers-forains à Nanterre, le 30 juillet à 1 heure (N° 1538 du gr.);

Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par le failli, l'admettre s'il y a lieu, entendre déclarer l'union et, dans ce cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

PRODUCTION DE TITRES.

Sont invités à produire dans le délai de 20 jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatifs des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

Du sieur PETITOT, mde de meubles, rue Mazarine, 25, ci-devant, et présentement rue de Chabrol, 28, entre les mains de M. Moizard, rue Neuve-St-Augustin, 43, syndic de la faillite (N° 1626 du gr.);

Des sieur et dame BEQUET, mds de vins, rue des Dames, 88, à Batignolles, entre les mains de M. Lefrançois, rue de Chabannais, 10, syndic de la faillite (N° 1689 du gr.);

Du sieur DELANGE, imprimeur sur étoffes à St-Denis, rue des Poulies, 3, entre les mains de M. Lefrançois, rue de Chabannais, 10, syndic de la faillite (N° 1629 du gr.);

Du sieur ALLAIRE, quincailleur, rue St-Martin, 173, entre les mains de M. Moizard, rue Nve-St-Augustin, 43, syndic de la faillite (N° 1686 du gr.);

Pour, en conformité de l'article 493 de la loi du 28 mai 1838, être procédé à la vérification des créances, qui commencera immédiatement après l'expiration de ce délai.

REDDITION DE COMPTES.

MM. les créanciers composant l'union de la faillite du sieur BOY, mde de vins, rue Lafitte, 34, sont invités à se rendre le 30 juillet à 1 heure au palais du Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 de la loi du 28 mai 1838, entendre le compte définitif qui sera rendu par les syndics, le débattre, le clore et l'arrêter, leur donner décharge de leurs fonctions et donner leur avis sur l'excusabilité du failli (N° 156 du gr.).

ASSEMBLÉES DU MERCREDI 22 JUILLET.

Neuf heures : Brise et Co, fab. de papiers, et ledit Brise en son nom et comme gérant, clôt. — Tixier, voitureur, id. — Fucy, poëlier, id. — Menard, négociant, id. — Recy, anc. entrepreneur, conc. — Jolly, bijoutier, id. — Vaque-rel, anc. mde de vins, id. — Desvaux, fabricant de chapeaux de paille, vérif. — Saint-Hilaire et Peemans fils (Dames Blanches), id. Dix heures et demie : Puchot, mde de rubans, redd. de comptes. Onze heures : Ardiot frères boulangers, conc. — Conteau, peintre en décors, clôt. Midi : Marnas, tailleur, id. — Copin, jardinier-fleuriste, id. — Lemaire, tenant cabinet de lecture et mde de chevaux, rem. à huitaine. — Saint-Paul, maréchal-ferrant, id. — Gelin, mde de vins-traiteur, vérif. — Deshayes et femme, boulangers, id. — Bellettre, peintre en bâtiments, id. — Guérand, limonadier, id. Deux heures : Gambier fils, graveur, conc. — De Tossi, anc. négociant, clôt. — Dame Duplenne, mde de broderies et lingeries, id.

DÉCÈS ET INHUMATIONS.

Du 19 juillet.

M. Hunon, rue des Deux-Ponts, 27. — M. Baudet, rue Neuve-Saint-Etienne, 27. — Mlle Jacob, rue des Fossés-du-Temple, 14. — Mme veuve Jarot, rue de la Fidélité, 8. — M. Gautier, rue de Bretagne, 14. — Mme Fichu, rue du Faubourg-Saint-Martin, 229. — M. Blanchet, rue du Vertbois, 47. — M. Hémery, passage Molière, 4. — Mme veuve Fouquier, rue Saint-Antoine, 87. — M. Mitrey, rue Saint-Bernard, 3. — Mme Mayniet, quai des Orfèvres, 20.

BOURSE DU 21 JUILLET.

A TERME.	1 ^{er} c.	pl.	ht.	pl.	bas	d ^{er} c.
5 0/0 comptant...	119	119	119	118	95	119
— Fin courant...	119	115	119	119	115	119
3 0/0 comptant...	86	55	86	55	86	55
— Fin courant...	86	60	86	55	86	60
R. de Nap. compt.	105	85	105	90	105	85
— Fin courant...	105	95	105	95	105	90

Act. de la Banq.	3760	—	Empr. romain.	106	—
Obl. de la Ville.	1295	—	—	det. act.	28 1/2
Caisse Lafitte.	1145	—	—	—	act. 12 3/4
— Ditto.....	5265	—	—	—	pass. 6 3/4
4 Canaux.....	—	—	—	—	3 0/0. 77
Caisse hypoth.	802	50	Belgij.	5 0/0.	105 7/8
(St-Germain	—	—	—	—	—
Vers. droite.	525	—	—	—	Emp. piémont. 1190
— gauche.	337	50	3 0/0 Portugal.	23	3/4
P. à la mer.	—	—	—	—	Haiti..... 980
— à Orléans.	515	—	—	—	Lots (Autriche) 585

BRETON.

Enregistré à Paris, le 21 juillet 1840.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT IMPRIMEUR DE L'ORDRE DES AVOCATS, RUE NEUVE-DES-PET